

3, chemin de l'Orée du Bois
69570 DARDILLY

Téléphone : 33(0)4-78-47-50-50

Télécopie : 33(0)4-78-66-23-03

www.cogera-expertise.fr

A
U
D
I
T

E
X
P
E
R
T
I
S
E
C
O
M
P
T
A
B
L
E

C
O
N
S
E
I
L

PREVENIR

Association de Prévention en Isère Rhodanienne

ZI de l'Abbaye

- IMPASSE LAVERLOCHERE -

38780 PONT EVEQUE

Ce rapport comporte 25 pages

SAS au capital de 83 200 €
390 036 911 RCS LYON
CODE NAF 6920Z



 commissaire
aux comptes

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR
LES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE
31 DECEMBRE 2024**

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association PREVENIR relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration 14 avril 2025 sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation : le budget 2024 n'a pas été validé par le financeur. Les subventions représentaient 76% des recettes en 2024.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « incertitude significative liée à la continuité d'exploitation » nous portons à votre connaissance les éléments suivants.

Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par l'association des produits à recevoir et notamment des soldes de subventions sur la base des éléments disponible à ce jour. Nous avons également mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage les accords d'attribution des subventions et l'apurement financier de ces produits.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification des documents adressés aux membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux membres appelés à statuer sur les comptes.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Présidente.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une

anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Dardilly,

Le 02 juin 2025,

Le Commissaire Aux Comptes

COGERA EXPERTISE

Nicolas de GARILHE

BILAN ACTIF- PASSIF

COMPTE DE RESULTAT

ANNEXE

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2024
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION		5 864	5 864
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			5 864

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amortis. Dépréciat.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Capital souscrit non appelé (I)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires				
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles	10 952	10 952		
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
ACTIF CIRCULANT	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	30 650	26 814	3 836	6 351
	Autres immobilisations corporelles	402 118	297 261	104 857	83 804
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes	2 880		2 880	
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
COMPTES DE REGULARISATION	Prêts				
	Autres immobilisations financières	10 249		10 249	11 160
	TOTAL (II)	456 849	335 027	121 822	101 316
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
COMPTES DE REGULARISATION	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	22 466		22 466	45 864
	Autres créances	42 620		42 620	42 231
	Capital souscrit appelé, non versé				
	Valeurs mobilières de placement	24 524		24 524	66 494
	Disponibilités	374 190		374 190	348 261
	Charges constatées d'avance	6 514		6 514	2 985
	TOTAL (III)	470 315		470 315	505 835
	Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecarts de conversion actif (VI)				
TOTAL ACTIF		927 164	335 027	592 137	607 150

(1) dont droit au bail

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

(3) dont créances à plus d'un an

Bilan Passif

Etat exprimé en euros		31/12/2024	31/12/2023
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	229 123	243 309
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...		
	Écarts de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves		
	Report à nouveau	36 632	(3 555)
	Résultat de l'exercice	43 724	24 651
Autres fonds propres	Subventions d'investissement	99	599
	Provisions réglementées		
Total des capitaux propres		309 579	265 004
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total des autres fonds propres			
Provisions	Provisions pour risques		7 000
	Provisions pour charges		
Total des provisions			7 000
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers (3)		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	24 793	33 267
	Dettes fiscales et sociales	231 245	300 980
	DETTES DIVERSES		
DETTES (1)	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	20 657	899
Produits constatés d'avance (1)		5 864	
Total des dettes		282 558	335 146
Écarts de conversion passif			
TOTAL PASSIF		592 137	607 150
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		43 724,37	24 651,37
(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		282 558	335 146
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			
(3) Dont emprunts participatifs			

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

		France	Exportation	12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises				
	Production vendue (Biens)				
	Production vendue (Services et Travaux)	331 994		331 994	255 914
	Montant net du chiffre d'affaires	331 994		331 994	255 914
	Productions stockée				
	Production immobilisée			8 577	1 390
	Subventions d'exploitation			1 570 244	1 558 138
	Reprises sur dépréciat., prov. (et amortissements), transferts de charges.			148 252	143 144
	Autres produits			4	45
	Total des produits d'exploitation			2 059 071	1 958 631
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises				
	Variation de stock				
	Achats de matières et autres approvisionnements			28 697	24 212
	Variation de stock				
	Autres achats et charges externes			471 541	440 959
	Impôts, taxes et versements assimilés			92 254	85 856
	Salaires et traitements			1 001 272	974 191
	Charges sociales du personnel			394 341	379 746
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements :				
	- sur immobilisations			33 607	35 379
	- charges d'exploitation à répartir				
	Dotations aux provisions et aux dépréciations :				
	- sur immobilisations				600
	- sur actif circulant				7 000
	- d'exploitation				
	Autres charges			693	840
	Total des charges d'exploitation			2 022 405	1 948 783
RESULTAT D'EXPLOITATION				36 666	9 848

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		36 666	9 848
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée		
	Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3)		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)		
	Autres intérêts et produits assimilés (3)	5 499	2 360
	Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
	Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
Total des produits financiers		5 499	2 360
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
	Intérêts et charges assimilées (4)		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières			
RESULTAT FINANCIER		5 499	2 360
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		42 164	12 208
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital	2 471	22 749
	Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
Total des produits exceptionnels		2 471	22 749
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion		1 126
	Sur opérations en capital	911	7 905
	Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		1 275
Total des charges exceptionnelles		911	10 305
RESULTAT EXCEPTIONNEL		1 560	12 444
PARTICIPATION DES SALAIRES			
IMPOTS SUR LES BENEFICES			
TOTAL DES PRODUITS		2 067 041	1 983 739
TOTAL DES CHARGES		2 023 316	1 959 088
RESULTAT DE L'EXERCICE		43 724	24 651
(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs			
(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs			
(3) dont produits concernant les entreprises liées			
(4) dont intérêts concernant les entreprises liées			

ANNEXE COMPTABLE

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

1. Informations générales

Les comptes annuels de l'exercice ont été arrêtés par le conseil d'administration en date du 11/04/2024 et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément :

- au règlement de l'Autorité des Normes Comptables N°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au Plan Comptable Général, et conformément à l'ensemble des règlements qui l'ont modifié depuis;
- au règlement comptable ANC n° 2018-06

Le bilan de l'exercice présente un total de **592 137** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **2 067 041** euros et un total **charges** de **2 023 316** euros, dégageant ainsi un **excédent** de **43 724** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.

Il a une durée de **12** mois.

2. Description de l'objet social, des activités ou missions sociales et des moyens mis en œuvre

Description de l'objet social de l'entité :

L'association a pour objet de prévenir les inadaptations sociales et la marginalisation, faciliter l'insertion et la promotion sociale des jeunes et des familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu. Dans le cadre de cette action, elle a un devoir de protection de l'enfance et le fondement de son action est éducatif.

Elle organise notamment les actions suivantes:

- Actions de Prévention Spécialisée (Article L1 21 -2 du Code de l'Action Sociale et des Familles)
- Actions de développement social, actions d'insertion, actions de formation
- Activités économiques
- Toute action contribuant à l'aide aux enfants, adolescents, jeunes adultes et aux familles en difficulté

Les moyens ci-dessus ne sont pas limitatifs. L'Association pourra engager toute action qui concourra à la réalisation de son objet.

Elle pourra être amenée à intervenir en fonction des besoins et nécessités identifiés.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées :

L'association PRÉVENIR exerce une mission de Prévention Spécialisée confiée et financée par le Département de l'Isère au titre de l'Aide Sociale à l'Enfance. Elle concourt à :

- Promouvoir et accompagner individuellement ou collectivement des personnes dans leurs démarches d'insertion sociale et/ou professionnelle, là où les conditions de vie et l'absence de perspectives d'insertion portent atteinte aux capacités des jeunes à construire leur avenir.

- Apporter des réponses éducatives dans les espaces de vie, là où les enfants et les adolescents sont confrontés à des risques de marginalisation.

- Accompagner les familles des jeunes dans leur fonction parentale.

Du point de vue législatif :

- La loi du 5 mars 2007 a affirmé le rôle de chef de file du Département dans le secteur de la prévention et de la protection de l'enfance. Cette loi, complétée par la loi du 14 mars 2016 relative à la protection de l'enfance, réaffirme la place de la Prévention Spécialisée dans les missions de protection de l'enfance pouvant être exercées par les départements.

- Le code de l'action social et des familles (article L.221-1) précise que le service de l'aide sociale à l'enfance est un service non personnalisé du Département chargé notamment parmi les autres missions indiquées, « d'organiser, dans les lieux où se manifestent des risques d'inadaptation sociale, des actions collectives visant à prévenir la marginalisation et à faciliter l'insertion ou la promotion sociale des jeunes et des familles, notamment celles visées au 2° de l'article L.121-2 ». Les actions mentionnées sont les « actions dites de Prévention Spécialisées auprès des jeunes et des familles en difficultés ou en rupture avec leur milieu. »

Au titre de l'article L.312- 1 (I, 1°), les services de Prévention Spécialisée relèvent de la catégorie des établissements et service sociaux e médico-sociaux.

Description des moyens mis en œuvre

Le Public :

La réalité du travail des équipes éducatives fait que dans une démarche de territoire et de prévention, des relations existent avec des jeunes enfants et des parents ainsi que de jeunes adultes de plus de 21 ans.

Concernant les jeunes de 18 à 20 ans, une attention doit être maintenue de manière à les orienter vers les dispositifs ou les structures d'insertion sociale et professionnelle qui sont en mesure de répondre à leurs difficultés. Ce sont souvent des relations qui se poursuivent après cet âge.

À ce titre, la Prévention Spécialisée intervient auprès de **Jeunes en rupture** ou en risque de marginalisation, d'isolement ou de ségrégation sociale et culturelle. Les décrochages et ruptures vis-à-vis de la famille, de la scolarité, de la vie professionnelle et affective caractérisent ces publics et multiplient les risques d'errance, de solitude, de maltraitance, de soumission aux pressions du groupe. À l'égard de ces publics en rupture, les éducateurs de Prévention Spécialisée proposent et assurent un accompagnement éducatif individuel et

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

collectif.

Ces Jeunes peuvent aussi être en situation de conflit ouvert ou non avec leur environnement. La démarche préventive se déploie au cœur de tensions multiples qui impliquent des jeunes, que ces derniers en soient les auteurs ou les victimes. À l'égard de ces publics, les éducateurs de Prévention Spécialisée interviennent en direction du jeune ou du groupe de jeunes et de l'environnement familial et social.

La Prévention Spécialisée auprès de l'ensemble des jeunes et de leur famille en assurant une fonction de veille d'observation, d'accueil, d'alerte ou d'orientation. Ce travail impose l'exercice d'une présence quotidienne dans les quartiers et une disponibilité auprès des structures d'accueil scolaires, sociales et de loisirs.

le territoire d'intervention :

Les « quartiers cibles » de la Prévention Spécialisée

Les territoires d'intervention de la Prévention Spécialisée sont les quartiers prioritaires et les quartiers de veille active de la politique de la ville car ces territoires concentrent le plus grand nombre de familles rencontrant des difficultés socio-économiques.

Deux niveaux de territoire sont définis pour situer l'intervention :

- **Des territoires d'action prioritaire :**

Les secteurs d'intervention prioritaire qui ont été identifiés sont les quartiers prioritaires de la politique de la ville. Sur ces territoires, l'action éducative nécessite une présence régulière d'équipes d'éducateurs spécialisés. Les projets d'actions sont élaborés en lien avec les acteurs du territoire : élus, professionnels de diverses institutions, parents, adultes.

- **Des territoires de veille :**

La Prévention Spécialisée assure une fonction de veille sur les quartiers de veille active de la politique de la ville et les territoires vécus.

La mobilité géographique des équipes doit être assurée afin d'adapter leurs territoires d'intervention aux espaces de vie des jeunes. Il s'agit de mieux prendre en compte les évolutions des territoires locaux, qui correspondent aux usages des jeunes et aux lieux qu'ils fréquentent (écoles, équipements sportifs, zones d'activité, etc.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

constituée à hauteur de la différence.

Concernant les immobilisations non décomposables : conformément aux mesures de simplifications applicables à certaines entités (décret du 30 décembre 2005), ces immobilisations sont amorties sur la durée d'usage fiscalement admise.

Amortissements

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens, ou en fonction du rythme de consommation des avantages économiques.

Les durées et les modes d'amortissement utilisés sont les suivants :

Bâtiments :20 à 50 ans en mode linéaire
Matériel et Outillage :3 à 10 ans en mode linéaire
Matériel roulant :4 à 5 ans en mode linéaire
Mobilier :5 à 10 ans en mode linéaire
Matériel de bureau :4 à 10 ans en mode linéaire
Agencements et installations :10 à 20 ans en mode linéaire

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

4 - Informations sur les montants des subventions d'exploitation et fonds dédiés reçus par l'entité par catégories d'autorités administratives

Nature	Montant	Autorité administrative
Subvention de fonctionnement "Prévention"	1 365 239	Département de l'Isère
Subvention de fonctionnement "Pôle technique"	110 000	Département de l'Isère
Subvention de fonctionnement "Chantiers éducatifs permanents"	33 000	Etat (Ddets)
Subvention de fonctionnement	23 000	Communauté de commune EBER
Subvention de fonctionnement	14 000	Communauté de commune Vienne Condrieu Agglomération
Fonds dédiés 'actions conduite"	3 005	Etat (Ddets)
Fonds dédiés "chantiers éducatifs permanents"	3 000	Commune de Chasse sur Rhône
Fonds dédiés "activités d'intérêts collectifs et solidaire"	1 000	Commune de Chasse sur Rhône
Fonds dédiés "activités d'intérêts collectifs et solidaire"	2 500	Commune de Chasse sur Rhône
Fonds dédiés "activités d'intérêts collectifs et solidaire"	1 000	Communauté de commune Vienne Condrieu Agglomération
Fonds dédiés "activités d'intérêts collectifs et solidaire"	2500 + 2300	Etat (Ddets)
Fonds dédiés "projet AGRiculture / VITiculture"	1 500+2 500	Etat (Ddets)
Fonds dédiés "projet AGRiculture / VITiculture"	1 000	Communauté de commune EBER
Fonds dédiés "projet AGRiculture / VITiculture"	3 500	Communauté de commune Vienne Condrieu Agglomération
Fonds dédiés "coup de pouces - découverte entre filles"	1 200	Caf

5- Informations relatives aux contributions volontaires en nature

La mise à disposition de locaux par la mairie de Chasse sur Rhône a été évaluée et comptabilisée à la valeur locative, soit 8 400 euros.

Les heures de bénévolat ce compris les heures de gouvernance représentent environ 500 heures. L'association a décidé de ne pas les valoriser.

Immobilisations

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virent p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	10 952					10 952
	TO TAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	10 952					10 952
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui						
	instal. agencé aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels	30 650					30 650
	Instal., agencement, aménagement divers	61 388		8 577			69 965
	Matériel de transport	224 116		43 418		487	267 048
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	64 469		636			65 105
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations grévées de droits						
	Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes			2 880			2 880	
TO TAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		380 624		55 511		487	435 648
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	11 160				911	10 249
	TO TAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	11 160				911	10 249
TO TAL		402 736		55 511		1 398	456 849

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	10 952			10 952
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	10 952			10 952
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	24 299	2 515		26 814
	Autres instal., agencement, aménagement divers	37 347	4 778		42 124
	Matériel de transport	181 324	20 279		201 603
	Matériel de bureau, mobilier	47 499	6 036		53 534
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations grevées de droits				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		290 468	33 607		324 075
TOTAL		301 420	33 607		335 027

Provisions

Etat exprimé en euros		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	7 000		7 000	
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	7 000		7 000	
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	<div> <div>Sur immobilisations</div> <div> <div>incorporelles</div> <div>corporelles</div> <div>legs ou donations</div> <div>des titres mis en équivalence</div> <div>titres de participation</div> <div>autres immo. financières</div> </div> </div>				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers	600		600	
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	600		600	
TOTAL GENERAL		7 600		7 600	
Dont dotations et reprises <div> <div>- d'exploitation</div> <div>- financières</div> <div>- exceptionnelles</div> </div>				600	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	10 249		10 249
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	22 466	22 466	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	9 168	9 168	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	31 700	31 700	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations	1 752	1 752	
	Débiteurs divers			
	Charges constatées d'avance	6 514	6 514	
	TOTAL DES CREANCES	81 850	71 600	10 249
	Prêts accordés en cours d'exercice			
	Remboursements obtenus en cours d'exercice			
	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	24 793	24 793		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	126 355	126 355		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	82 326	82 326		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	22 564	22 564		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	20 657	20 657		
	Dettes représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	5 864	5 864		
	TOTAL DES DETTES	282 558	282 558		
	Emprunts souscrits en cours d'exercice				
	Emprunts remboursés en cours d'exercice				
	Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Total des Produits à recevoir		42 495
Autres créances		42 495
ORGANISME SOCIAUX	9 168	
ETAT PRODUIT A RECEVOIR	31 700	
DIVERS PRODUITS A RECEVOIR	1 627	

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Total des Charges à payer		186 552
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		8 006
<i>FOURNISSEURS FACTURES RECEVOIR</i>	<i>8 006</i>	
Dettes fiscales et sociales		178 546
<i>PROVISION POUR CONGES PAYES</i>	<i>73 784</i>	
<i>PROVISION CET</i>	<i>46 237</i>	
<i>PROVISION RETRAITE</i>	<i>6 334</i>	
<i>CHARGES SOCIALES S/CONG PAYES</i>	<i>31 652</i>	
<i>TAXE SUR LES SALAIRES A PAYER</i>	<i>20 539</i>	

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros		Période	Montants	31/12/2024
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			5 864	5 864
Produits constatés d'avance - FINANCIERS				
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS				
TOTAL				5 864